



**PRÉFET  
DE VAUCLUSE**

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*

**Direction Régionale de l'Environnement,  
de l'Aménagement et du Logement de  
Provence Alpes Côte d'Azur**

Unité interdépartementale Vaucluse-Arles  
CITE ADMINISTRATIVE Bâtiment 1 Cours Jean Jaurès  
84905 Avignon

Marseille, le 31/03/2025

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 18/12/2024

### **Contexte et constats**

Publié sur **GÉORISQUES**

#### **EDILTECO SUD**

840 RUE DE LA VERDETTE  
84130 Le Pontet

Références : D-0031-2025  
Code AIOT : 0006405204

### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 18/12/2024 dans l'établissement EDILTECO SUD, implanté 840 RUE DE LA VERDETTE - 84130 LE PONTET. L'inspection a été annoncée le 15/11/2024. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques ( <https://www.georisques.gouv.fr/> ).

**Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- EDILTECO SUD
- 840 RUE DE LA VERDETTE - 84130 LE PONTET
- Code AIOT : 0006405204
- Régime : Enregistrement
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

EDILTECO est une entreprise française spécialisée dans la fabrication d'éléments d'isolation pour le bâtiment. Le site historique du groupe est basé à St Germain sur Moine en Maine-et-Loire. En 2020, EDILTECO acquiert les actifs de la société DELTISOL.

## Thèmes de l'inspection :

- Air
- AN24 Air COV

## 2) Constats

### 2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
  - ◆ les observations éventuelles ;
  - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
  - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
  - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

### 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection <sup>(1)</sup>	Proposition de délais
1	Canalisation des émissions	Arrêté Préfectoral du 15/01/2018, article 3.2.1.	Demande de justificatifs, Demande d'actions correctives	3 mois
2	Valeurs limites en COV	Arrêté Préfectoral du 15/01/2018, article 3.2.3.2.	Mise en demeure, respect de prescription	3 mois
3	Traitement des fumées - conception	Arrêté Préfectoral du 15/01/2018, article 3.1.1.	Demande d'actions correctives	6 mois
4	Surveillance des rejets - programme	Arrêté Préfectoral du 15/01/2018, article 3.2.5.2.	Mise en demeure, respect de prescription	3 mois
5	Surveillance des rejets – déclaration GEREP	Arrêté Ministériel du 31/01/2008, article 4.I	Mise en demeure, respect de prescription	1 mois
6	Surveillance des rejets - justification	Arrêté Préfectoral du 15/01/2018, article 3.2.5.3.	Mise en demeure, respect de prescription	3 mois
7	Dispositions constructives	Arrêté Préfectoral du 15/01/2018, article 8.2.1.	Mise en demeure, respect de prescription	6 mois

*(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale*

### **2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats**

Les composés organiques volatils (COV), notamment le pentane et le styrène, sont produits lors du processus de fabrication du polystyrène expansé à partir de billes de polystyrène. Ces substances doivent faire l'objet d'une surveillance particulière dans les installations classées dans un objectif de réduction des émissions diffuses et canalisées des COV. L'objectif de l'action nationale COV est de vérifier les mesures mises en place pour atteindre ces résultats.

À l'issue du contrôle, il est relevé de nombreux écarts et une mise en demeure est proposée sur plusieurs points portant sur les rejets des émissions atmosphériques.

## 2-4) Fiches de constats

### N° 1 : Canalisation des émissions

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 15/01/2018, article 3.2.1.
<b>Thème(s) :</b> Actions nationales 2024, Canalisation des émissions
<b>Prescription contrôlée :</b> <p>Les poussières, gaz polluants ou odeurs sont, dans la mesure du possible, captés à la source et canalisés, sans préjudice des règles relatives à l'hygiène et à la sécurité des travailleurs.</p> <p>Les points de rejet dans le milieu naturel doivent être en nombre aussi réduit que possible. Tout rejet non prévu au présent chapitre ou non conforme à ses dispositions est interdit. La dilution des rejets atmosphériques est interdite.</p> <p>Les ouvrages de rejet doivent permettre une bonne diffusion dans le milieu récepteur.</p> <p>Les rejets à l'atmosphère sont, dans toute la mesure du possible, collectés et évacués, après traitement éventuel, par l'intermédiaire de cheminées pour permettre une bonne diffusion des rejets. L'emplacement de ces conduits est tel qu'il ne peut y avoir à aucun moment siphonnage des effluents rejetés dans les conduits ou prises d'air avoisinant. La forme des conduits, notamment dans leur partie la plus proche du débouché à l'atmosphère, est conçue de façon à favoriser au maximum l'ascension des gaz dans l'atmosphère. La partie terminale de la cheminée peut comporter un convergent réalisé suivant les règles de l'art lorsque la vitesse d'éjection est plus élevée que la vitesse choisie pour les gaz dans la cheminée. Les contours des conduits ne présentent pas de point anguleux et la variation de la section des conduits au voisinage du débouché est continue et lente.</p> <p>Les poussières, gaz polluants ou odeurs sont, dans la mesure du possible, captés à la source et canalisés, sans préjudice des règles relatives à l'hygiène et à la sécurité des travailleurs.</p> <p>Les conduits d'évacuation des effluents atmosphériques nécessitant un suivi, dont les points de rejet sont repris ci-après, doivent être aménagés (plate-forme de mesure, orifices, fluides de fonctionnement, emplacement des appareils, longueur droite pour la mesure des particules) de manière à permettre des mesures représentatives des émissions de polluants à l'atmosphère. En particulier les dispositions des normes NF 44-052 et EN 13284-1, ou toute autre norme européenne ou internationale équivalente en vigueur à la date d'application du présent arrêté, sont respectées. Toutes les dispositions doivent également être prises pour faciliter l'intervention d'organismes extérieurs à la demande de l'inspection des installations classées.</p> <p>Les incidents ayant entraîné le fonctionnement d'une alarme et/ou l'arrêt des installations ainsi que les causes de ces incidents et les remèdes apportés sont également consignés dans un registre.</p>
<b>Constats :</b> <p>En séance, l'exploitant a présenté son activité de fabrication de panneaux isolants et de blocs de polystyrène en s'appuyant d'un plan du site. Il indique connaître un seul rejet canalisé qui est la cheminée de la chaudière de production de vapeur d'eau.</p> <p>L'inspection ayant constaté visuellement plusieurs points de rejets atmosphériques en toiture d'usine constate que l'exploitant ne dispose pas d'une bonne connaissance des points de rejets .</p> <p>L'inspection a listé en séance les 16 points de rejets mentionnés dans l'article 3.2.2. de l'arrêté préfectoral du 15 janvier 2018 et dont la liste détaillée est dans le dossier d'autorisation du site. Parmi ces points de rejets, 9 concernent les émissions de COV suite au procédé d'expansion du PSE, qui émet du pentane et du styrène à savoir :</p> <ul style="list-style-type: none"><li>- sortie 3 : vapeur moule 1 (DN 400 vertical en toiture)</li><li>- sortie 4 : vapeur moule 2 (DN 400 vertical en toiture)</li></ul>

<ul style="list-style-type: none"> <li>- sortie 6 : lit fluidisé expanseur (DN 400 horizontal en façade)</li> <li>- sortie 7 : sortie expanseur (DN 160 vertical en toiture)</li> <li>- sortie 10 : expanseur (2 DN 60 horizontal en façade)</li> <li>- sortie 11 : expanseur (2 DN 125 horizontal en façade)</li> <li>- sortie 12 : expanseur (1 DN 160 horizontal en façade)</li> <li>- sortie 15 : vapeur hourdis moule (1 DN 160 horizontal en façade)</li> <li>- sortie 16 : vapeur hourdis moule (2 DN 120 horizontal en façade)</li> </ul> <p>Lors du contrôle terrain, l'inspection a localisé ces 9 émissaires.</p> <p>L'exploitant déclare que les émissions diffuses sont localisées dans les bâtiments suivants :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Bâtiment maturation ;</li> <li>- Atelier de collage des doublages.</li> </ul> <p>Il ne quantifie pas les rejets associés. (cf. PC n°2)</p>
<p><b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b></p> <p>L'exploitant doit connaître et surveiller ses points de rejet en s'assurant de leur conformité et de leur bon fonctionnement.</p> <p>Il fournit dans un délai de 3 mois, un plan de localisation de ses points de rejets atmosphériques, un plan des circuits et apportera la preuve que ces installations sont conformes aux normes applicables citées supra.</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Avec suites</p>
<p><b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective ; Demande de justificatif à l'exploitant</p>
<p><b>Proposition de délais :</b> 3 mois</p>

## N° 2 : Valeurs limites en COV

<p><b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 15/01/2018, article 3.2.3.2.</p>
<p><b>Thème(s) :</b> Actions nationales 2024, Valeurs limites en COV</p>
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p><i><b>Article 3.2.3.2. Fabrication et stockage de polystyrène expansé</b></i></p> <p>Pour les émissions issues de la fabrication et du stockage de polystyrène expansé, les valeurs limites sont :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• poussières : 40 mg/Nm<sup>3</sup>,</li> <li>• flux maximum de pentane émis est de 39 kg/h soit 940 kg/j et 190 t/an.</li> </ul>
<p><b>Constats :</b></p> <p>L'exploitant ne réalise pas de surveillance des rejets atmosphériques liés aux activités de fabrication et de stockage de polystyrène expansé. L'exploitant indique avoir entrepris des démarches afin d'établir un programme global de surveillance de ses rejets atmosphériques avec le bureau d'étude APAVE</p>

<b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b>
Réaliser une surveillance des rejets en COV des activités de fabrication et de stockage de polystyrène.
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Mise en demeure, respect de prescription
<b>Proposition de délais :</b> 3 mois

**N° 3 : Traitement des fumées - conception**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 15/01/2018, article 3.1.1.
<b>Thème(s) :</b> Actions nationales 2024, Traitement des fumées - conception
<b>Prescription contrôlée :</b> <p>L'exploitant prend toutes les dispositions nécessaires dans l'exploitation et l'entretien des installations de manière à limiter les émissions à l'atmosphère, y compris diffuses, notamment par la mise en œuvre de technologies propres, le développement de techniques de valorisation, la collecte sélective et le traitement des effluents en fonction de leurs caractéristiques et la réduction des quantités rejetées en optimisant notamment l'efficacité énergétique.</p>
<b>Constats :</b> <p>L'exploitant indique en séance qu'il n'existe aucun traitement sur site concernant ses émissions atmosphériques.</p> <p>L'exploitant ne réalisant pas de surveillance de ses rejets en COV ni de bilan, l'inspection ne peut se positionner à date sur la nécessité d'un traitement des rejets.</p>
<b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b> <p>L'exploitant doit mettre en place un suivi de ses émissions en COV et un plan d'action afin de :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- caractériser ses rejets sur ses 9 émissaires ;</li> <li>- quantifier les rejets de son site en incluant les émissions diffuses ;</li> <li>- en fonction des résultats, proposer sur la base d'une étude technico-économique, les solutions les plus adaptées afin de réduire les rejets en COV dans l'atmosphère.</li> </ul>
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande d'actions correctives
<b>Proposition de délais :</b> 6 mois

#### N° 4 : Surveillance des rejets - programme

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 15/01/2018, article 3.2.5.2.
<b>Thème(s) :</b> Actions nationales 2024, Surveillance réglementaire des rejets
<b>Prescription contrôlée :</b>  Concernant la surveillance des émissions de pentane et de styrène, l'exploitant réalise un bilan massique mensuel des émissions de pentane et de styrène. Ce bilan massique est réalisé en corrélation avec les valeurs de l'étude CITEPA de mai 1988 (fixant une répartition des émissions de pentane en fonction de l'étape de fabrication).  Ce bilan est tenu à la disposition de l'inspecteur des installations classées.  Par ce bilan, l'exploitant démontre le respect de la valeur limite fixée à l'article 3.2.3.2
<b>Constats :</b>  En séance, l'exploitant indique avoir entrepris des démarches afin d'établir un programme global de surveillance de ses rejets atmosphériques avec le bureau d'étude APAVE.  L'exploitant ne réalise pas de bilan massique mensuel ni annuel.  L'inspection rappelle que l'exploitant avait estimé, dans son dossier d'autorisation, des émissions de 190 tonnes par an de pentane et de 1,9 tonnes par an de styrène en considérant l'étude CITEPA de mai 1998. L'article 3.2.3.2. de l'arrêté préfectoral susvisé autorise un rejet maximal de pentane de 190 tonnes par an.
<b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b>  L'exploitant fourni dans un délai de 3 mois, les bilans massiques annuels 2020, 2021, 2022, 2023 et 2024 des émissions de pentane et de styrène, avec le détail des calculs, le cas échéant accompagné d'une note explicative. Il met en place, à compter de 2025, le suivi du bilan massique mensuel conformément à la prescription contrôlée.  En fonction des résultats, l'exploitant devra proposer sur la base d'une étude technico-économique, les solutions les plus adaptées afin de réduire ses rejets en COV dans l'atmosphère.
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Mise en demeure, respect de prescription
<b>Proposition de délais :</b> 3 mois

#### N° 5 : Surveillance des rejets – déclaration GEREP

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 31/01/2008, article 4.I
<b>Thème(s) :</b> Actions nationales 2024, Surveillance réglementaire des rejets
<b>Prescription contrôlée :</b>  L'exploitant d'un établissement visé à l'annexe I a ou I b du présent arrêté déclare chaque année au ministre en charge des installations classées, les données ci-après : - les émissions chroniques et accidentelles de l'établissement, à caractère régulier ou non, canalisées ou diffuses dans l'air et dans l'eau de tout polluant indiqué à l'annexe II du présent arrêté dès lors qu'elles dépassent les seuils fixés dans cette même annexe, en distinguant la part éventuelle de rejet ou de transfert de polluant résultant de l'accident ;  Rappel : seuil annexe II fixé à 30 000 kg/an pour les COVNM. [...]
<b>Constats :</b>  En séance, l'inspection constate sur le site GEREP que les résultats des émissions de 2023 sont manquants.  L'inspection note que le site a émis 77,7 tonnes de pentane et 0,77 tonne de styrène en 2021 et 89 tonnes de pentane, 0,89 tonne en 2022.
<b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b>  L'exploitant déclare au plus tôt les résultats des émissions du pentane et du styrène de 2023 et 2024, sur le site GEREP.
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Mise en demeure, respect de prescription
<b>Proposition de délais :</b> 1 mois

#### N° 6 : Surveillance des rejets - justification

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 15/01/2018, article 3.2.5.3.
<b>Thème(s) :</b> Actions nationales 2024, Conformité des rejets
<b>Prescription contrôlée :</b>  L'exploitant met en œuvre des procédures et aménage les installations afin de réduire les émissions de COV comprenant notamment :  - l'utilisation de matières premières contenant au plus 4 % de COV en masse, lorsque la possibilité technique existe ;  - le recyclage intégral des chutes de découpe autant que possible ;  - l'incorporation optimale de matériaux usagés dans les matières premières, à un taux de recyclage



minimal de 20 %.
L'exploitant réalise un bilan annuel de ce plan de réduction des émissions de pentane qui sera tenu à la disposition de l'inspecteur des installations classées.
<p><b>Constats :</b></p> <p>Lors de l'inspection du 27 septembre 2022, l'inspection avait exigé la mise en place d'un plan de réduction des COV.</p> <p>À ce jour, l'inspection n'a pas été destinataire, de la part de l'exploitant, d'une étude relative à ses émissions atmosphériques de COV.</p> <p>En séance, l'exploitant indique que son exploitation est conforme aux prescriptions contrôlées en indiquant :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- procéder au recyclage de 100 % des chutes de découpe ;</li> <li>- l'usage de matières premières avec moins de 4 % de COV.</li> </ul>
<p><b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b></p> <p>L'exploitant réalise et transmet dans un délai de 3 mois un plan de réduction des émissions de pentane, le cas échéant, l'intègre à l'étude technico-économique mentionnée aux points 3 et 4.</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Mise en demeure, respect de prescription
<b>Proposition de délais :</b> 3 mois

#### N° 7 : Dispositions constructives

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 15/01/2018, article 8.2.1.
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, comportement au feu
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Sans préjudice des dispositions du code du travail, le bâtiment, notamment les locaux abritant les ateliers de fabrications et les zones de stockages sont conçus et aménagés de façon à s'opposer efficacement à la propagation d'un incendie, et à permettre l'évacuation des personnes et l'intervention rapide des services de secours.</p> <p>Les locaux à risques incendie (locaux abritant les procédés, locaux abritant les stockages de matières premières et finies, locaux techniques, etc.) recensés par l'exploitant dans l'article 8.1.1. respectent les dispositions ci-dessous.</p> <p>Les ouvertures effectuées dans les éléments séparatifs (passage de gaines, tuyauteries et convoyeurs, portes) sont munies de dispositifs assurant un degré de tenue au feu équivalent à celui exigé pour ces éléments séparatifs. Si un degré de tenue au feu est exigé pour la paroi, les fermetures manœuvrables sont associées à un dispositif assurant leur fermeture automatique en cas d'incendie, que l'incendie soit d'un côté ou de l'autre de cet élément séparatif.</p> <p>[...]</p>

<p><b>Constats :</b></p> <p>Au cours de la visite terrain, l'inspection a constaté que le mur coupe-feu 2 heures entre l'atelier de découpe des blocs et le bâtiment de stockage sud avait été modifié pour intégrer un accès destiné au transfert de produits. De ce fait, l'ouverture a été réalisée sans porte sectionnelle, ce qui impacte les caractéristiques coupe feu de la cloison.</p>
<p><b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b></p> <p>Dans un délai de 6 mois, l'exploitant met en œuvre les travaux nécessaires pour restaurer le degré coupe-feu 2 heures du mur séparant l'atelier de découpe des blocs et le bâtiment de stockage sud.</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Avec suites</p>
<p><b>Proposition de suites :</b> Mise en demeure, respect de prescription</p>
<p><b>Proposition de délais :</b> 6 mois</p>